

PV No 18 de la séance du Conseil Communal du mercredi 26 septembre 2018

Présidence : Mme Anouk GAUMANN, Présidente.

Ordre du jour :

1. Appel
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du PV de la séance du 29 août 2018
4. Communications du Bureau
5. Communications de la Municipalité
6. Rapport sur le préavis n°04/08.2018 – arrêté d'imposition pour l'année 2019
7. Rapports sur le préavis n°05/08.2018 – demande d'un crédit pour financer la participation communale à la réfection du pont supérieur des Iles et le remplacement de la conduite d'eau potable
8. Préavis n°06/09.2018 – section administration générale – rapport de la Municipalité sur le postulat déposé par M. Frédéric Berthoud lors de la séance du Conseil communal du 06 décembre 2017 concernant la buvette de Taillecou
9. Simples questions
10. Contre-appel

1) Appel

Il est 20h00 lorsque la Présidente ouvre la séance.

Les scrutateurs procèdent à l'appel.

Les Conseillers et Conseillères suivant(e)s sont excusé(e)s :

Mesdames et Messieurs	Christian BOILLAT Steve BUGNON Marlyse DUTOIT LOPEZ Michel CONNE Nicolas COTTIER Roland LOCHER Sébastien PITTET Raymond TARDY	Marc-Antoine SIEGWART François SIEGWART Sylvie FUCHS Sacha MEIER Pascal GIRARDET Luc MORET Sylvain RODRIGUEZ Alexandre WOHNLICH
Absents	Dominique DUBUGNON Marc HAUSWIRTH	Adriane SENNWALD

46 membres du Conseil étant présents, l'Assemblée peut délibérer valablement, cela en accord avec les dispositions contenues à l'article 55 du règlement du Conseil.

2) Adoption de l'ordre du jour

La Présidente met en discussion l'ordre du jour.

La parole n'étant pas demandée, le sujet est clos.

L'ordre du jour est accepté à l'unanimité des membres présents.

3) Adoption du PV n°17 de la séance du 29 août 2018

La Présidente met en discussion le procès-verbal n°17.

La parole n'étant pas demandée, le sujet est clos.

Le procès-verbal n°17 est accepté à l'unanimité des membres présents.

4) Communications du Bureau

a) Décès

La Présidente annonce aux Conseillères et Conseillers la triste nouvelle du décès le lundi 24 septembre de M. Rudolf Kübler, ancien Président du Conseil, beau-papa de Monsieur François Siegwart et grand-papa de Monsieur Marc-Antoine Siegwart. Elle adresse à la famille toute la sympathie des membres du Conseil et prie l'assemblée de se lever pour une minute de silence.

b) Anniversaire

La Présidente explique à l'assemblée que les présidents et présidentes des conseils du district ont été invités par la Préfète à une soirée d'informations qui a lieu ce soir. C'est notre Vice-présidente, Madame Sylvie Fuchs, qui la remplace. Nous perdons malheureusement l'opportunité de lui souhaiter, aujourd'hui, un joyeux anniversaire.

c) Votations

La Présidente informe le Conseil qu'elle a présidé ses premières votations le dimanche 23 septembre dernier et que tout s'est bien passé.

C'est M. Daniel Pittolaz qui a remplacé M. Jean-Pierre Couroussé en tant qu'huissier. Elle en profite de lui adresser ses remerciements pour son travail.

d) Liste des membres du Conseil

Suite à l'envoi, par courriel le lundi 24.09.2018, de la liste mise à jour des membres du Conseil, la Présidente demande à chacun de bien vouloir signaler au secrétariat du Conseil toute modification d'adresse ou de téléphone.

e) Jetons de présence

Suite à la remarque de M. François LUDWIG lors du Conseil du 07 février dernier concernant le versement des indemnités des Conseillères et Conseillers, il a été décidé par le Bureau de l'époque, d'entente avec la Commune, que les deux versements par année seraient maintenus et qu'un récapitulatif des indemnités serait préalablement adressé par mail aux Conseillères et Conseillers pour contrôle.

Cet envoi aurait dû parvenir aux membres du Conseil en août, mais la nouveauté de la tâche, des problèmes informatiques et le retard de certaines commissions à fournir leur décompte ont empêché la secrétaire du Conseil de l'envoyer dans les temps. Mme la Présidente prie le Conseil de bien vouloir excuser ce retard. Elle assure que Mme Rochat fera tout son possible pour que chacun le reçoive dans les meilleurs délais.

5) Communications de la Municipalité

M. Daniel MOSINI, Syndic, nous fait par de ce qui suit :

a) Engagement d'un apprenti agent d'exploitation au service des bâtiments - Communication n°22/09.2018

Nous avons engagé un apprenti agent d'exploitation au service des bâtiments en la personne de M. Max Chatelan. Il est âgé de 17 ans et est domicilié à Echichens. Il a effectué sa scolarité en voie générale et a obtenu son certificat de fin d'études en 2017. Il a ensuite effectué différents stages professionnels durant l'années 2017-2018. Ce dernier a commencé son apprentissage à mi-août. Il travaille avec MM. Sieber et Chapalay.

Par ailleurs, MM. Bruno Bessa Leitao et Jonathan Monteiro de Jesus poursuivent leur formation.

De plus, nous envisageons d'engager un ou une apprenti/e de commerce pour août 2019.

Nous souhaitons la bienvenue à M. Chatelan au sein de notre équipe.

b) Livre édité par la Fondation de la Maison de la Rivière - Communication n°26/09.2018

En 2014, le Conseil communal a octroyé à la Fondation de la Maison de la Rivière un subside de Fr. 50'000.- pour financer l'aile «Saint-Prex» et de Fr. 15'000.- pour l'édition d'un livre.

A l'occasion de leur sortie annuelle de 2015, les conseillers se sont rendus à la Maison de la Rivière, située au bord du Boiron de Morges. Ils ont pu admirer l'aménagement de ce centre voué à la nature et visiter les expositions permanentes et temporaires.

Le livre, richement documenté et illustré, est enfin sorti de presse. En contrepartie de la participation financière, les auteurs nous ont remis 70 exemplaires pour les Autorités communales. L'huissier se fera un plaisir de vous le distribuer ce soir en sortant de la salle.

Nous vous souhaitons une bonne lecture.

Mme Barbara REGAMEY, Municipale, nous fait part de ce qui suit :

c) Recours au Tribunal fédéral en lien avec la zone réservée - Communication n°25/09.2018

Par notre communication no 19/08.2018 du 29 août dernier, nous vous informions que la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal (CDAP) avait rejeté le recours du propriétaire auquel la Municipalité avait refusé de délivrer un permis de construire, en raison de la zone réservée.

Ce propriétaire a fait valoir ses droits et a déposé un recours auprès du Tribunal fédéral contre la décision du Tribunal cantonal.

Mme Carine TINGUELY, Municipale, nous fait part de ce qui suit :

d) Nouveau cadre de référence parascolaire primaire établi par l'établissement intercommunal pour l'accueil parascolaire primaire (ci-après l'EIAP) - Communication n°21/09.2018

L'article 63a de la Constitution vaudoise, plébiscité par le peuple en 2009, confère la responsabilité principale de la mise en place d'un accueil parascolaire primaire aux communes. Il leur revient de fixer les conditions de celui-ci, soit l'encadrement et les normes liées aux structures d'accueil. L'Etat continuera quant à lui d'autoriser et de surveiller les structures proposant ce type d'accueil. Avec la nouvelle loi entrée en vigueur au 1er janvier 2018, toutes les communes vaudoises doivent mettre en œuvre un socle minimal de prestations pour les enfants de 4 à 15 ans.

Les associations faîtières des communes ont désigné, courant 2017, dix délégués qui constituent aujourd'hui le Conseil de l'EIAP, chacun d'entre eux représentant un district vaudois. L'EIAP a été chargée de définir un nouveau cadre à même de répondre aux préoccupations des communes, des parents et des professionnels, qui assure un accueil de qualité, favorise la création de places d'accueil pour les écoliers, tout en contenant l'augmentation du coût du parascolaire par un assouplissement des normes vaudoises, mais en respectant les normes fédérales.

Pour ce faire, l'EIAP a pris en considération les recommandations éditées en 2017 de la chambre consultative de la Fondation pour l'accueil de jour des enfants (FAJE). Des auditions des milieux concernés ont également eu lieu en automne 2017 et une procédure de consultation s'est déroulée au printemps 2018. Il est à relever que la grande majorité des communes vaudoises accueille favorablement un cadre assoupli qu'elles ont appelé de leurs vœux, contrairement aux milieux professionnels.

Au niveau des normes d'encadrement, l'EIAP a augmenté de 3 le nombre d'enfants dans un groupe, excepté pour les enfants enclassés en 1-2P. Cette légère augmentation permettra d'élargir l'accueil parascolaire, sans préjudice la qualité de celui-ci. Concernant la pause de midi, le taux d'encadrement des enfants par des professionnels est revu à la baisse, au profit d'APE (autre personnel encadrant). Si un accompagnement est nécessaire pour les déplacements entre l'institution et l'établissement scolaire, celui-ci peut être confié à des APE. Par ailleurs, le taux des professionnels (de niveau secondaire et tertiaire) varie entre 33.3 % et 50 % pour toutes les classes d'âge. La répartition de la proportion de personnel formé et auxiliaire (APE) ne change pas, hormis pour les 1-2P.

Les locaux doivent être aménagés selon ce cadre de référence, sachant que ceux actuellement utilisés remplissent en règle générale les conditions.

La Municipalité note que ce nouveau cadre de référence ne pèse pas l'accueil parascolaire, mais permettra à terme d'augmenter le nombre de places d'accueil. Il entre en vigueur le 1er janvier 2019.

e) Réforme RIEIII cantonale - Communication n°23/09.2018

Les communes vaudoises ont soutenu la votation sur la réforme de la RIEIII cantonale en acceptant des baisses d'impôts des personnes morales estimées à Fr. 82 millions. Elles ont compris l'importance de maintenir et même d'accroître l'attractivité de notre canton dans l'intérêt de notre tissu économique.

Malgré le refus du Peuple de la réforme de la fiscalité des entreprises au niveau fédéral, la date d'entrée en vigueur de la RIEIII vaudoise a été maintenue en 2019. Le contexte a changé pour les communes et les pertes annoncées sont de l'ordre de Fr. 130 à 170 millions. Plusieurs objets parlementaires ont été déposés demandant des compensations financières.

Nous vous informons que les négociations entre les représentants des communes et le Canton ont abouti à la signature d'une convention.

Il en résulte :

- Qu'un montant de Fr. 50 millions sera versé aux communes dès 2019. Il sera réparti proportionnellement au rendement de toutes les sociétés (y compris celles avec un statut fiscal particulier) et sera considéré comme un rendement des personnes morales. Ce calcul sera effectué sur la base des périodes fiscales 2015 à 2017.
- L'Etat prendra intégralement en charge le financement de l'AVASAD en 2020. Le Canton augmentera son coefficient de 2.5 pts d'impôt et les communes devront baisser le leur de 1,5 pts au minimum.
- Si le PF 17 n'entrait pas en vigueur en 2020, de nouvelles négociations avec l'Etat auront lieu.

On peut regretter que le Conseil d'Etat ait refusé de verser ou de provisionner comme demandé la somme de Fr. 27 millions, qui permettait de compenser la baisse d'impôt des entreprises de 8.5 % à 8 % en 2017-2018, arguant que ce montant était compensé par la croissance économique durant la même période.

Ce compromis permet aux communes de recevoir une aide substantielle en 2019, alors que sans celui-ci, les objets parlementaires auraient été débattus au Grand Conseil avec plus d'incertitudes quant à leur décision.

f) Incitation à former des apprentis- Communication n°24/09.2018

Soucieuses de favoriser l'insertion de nos élèves dans une voie de formation certifiante au sortir de la scolarité obligatoire, la direction de l'Etablissement Primaire et Secondaire de Saint-Prex et la Municipalité sont convaincues de la nécessité de revaloriser la voie professionnelle vis-à-vis du gymnase. Elles ont décidé de collaborer pour inciter les entreprises à accueillir des stagiaires et à former des apprentis, car trop de jeunes ne trouvent pas de places à leur sortie de l'école.

Pour atteindre cet objectif, un courrier conjoint sera adressé à toutes les sociétés implantées à Saint-Prex qui disposent d'une structure suffisante pour former des apprentis ou accueillir des stagiaires.

La formation en école des métiers ou en école professionnelle offre une large gamme de débouchés dans des domaines intéressants et variés.

Aussi, pour que nous puissions continuer d'offrir aux jeunes gens et aux jeunes filles une formation professionnelle de qualité garante d'une forte cohésion sociale, il importe que tous les acteurs impliqués puissent y participer pleinement: élèves, parents, école, autorités politiques et entreprises.

Nous sommes conscients qu'il s'agit d'un effort de la part des entreprises, qui peut surcharger la conduite déjà compliquée d'une société. Nous adressons donc nos plus vifs remerciements à toutes celles et tous ceux, qui année après année, acceptent de prendre en stage ou en apprentissage les élèves issus de notre établissement ou d'autres.

6) Rapport sur le préavis n°04/08.2018 – arrêté d'imposition pour l'année 2019

M. Henri HALLER, rapporteur de la Commission des finances, lit son rapport.

La Commission des finances propose :

- vu le préavis municipal
- entendu le rapport de la Commission des finances chargée de l'étudier
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

Décide :

1. d'accepter l'arrêté d'imposition pour l'année 2019 à 55% de l'impôt cantonal de base, tel que proposé en annexe du préavis n°04/08.2018 ;
2. d'admettre que celui-ci n'entrera en vigueur qu'après approbation par le Conseil d'Etat.

La Présidente ouvre la discussion.

M. Frédéric BERTHOUD n'est pas certain d'avoir bien compris les informations qui ont été données par Mme TINGUELY précédemment au sujet de la Réforme RIEIII cantonale (communication n°23/09.2018). Il croit comprendre que cela pourrait rendre la situation moins mauvaise que cela est présenté dans le rapport de la Commission des finances mais demande si c'est bien le cas. Est-ce trop lointain et vague pour avoir déjà une idée des impacts ?

Mme TINGUELY, Municipale, répond que l'accord qui a été signé entre les Communes et le Conseil d'Etat doit encore être ratifié par le Grand Conseil. Il se peut que des modifications soient demandées par des groupes au Grand Conseil, en particulier en ce qui concerne le financement futur de l'AVASAD. La Municipalité a estimé que sur les 50 millions promis par l'Etat pour compenser la mise en place anticipée de la RIE III vaudoise, la commune de Saint-Prex devrait toucher 1 million, sachant que ce montant entrera dans le calcul de la péréquation et sera redistribué à hauteur de 80%. Le fait que le financement de l'AVASAD reste inchangé en 2019 va également aider la commune. Pour 2020, la bascule de 2.5 points d'impôts au canton pour financer les soins à domicile, avec 1 point qui pourrait être gardé par les communes, est une opération neutre pour Saint-Prex.

La Commune est en train de finaliser le budget qui sera déficitaire. Mme TINGUELY explique que l'on n'a pas un budget équilibré et que, par rapport à ce que M. Haller mentionnait dans son rapport, la marge d'autofinancement de la commune approche Fr. 0.- dans le budget.

En ce qui concerne les bonnes nouvelles, les signaux économiques sont pour l'instant bons et l'anticipation de la RIE III vaudoise risque de favoriser la croissance économique. Les communes pourraient alors en bénéficier. Cependant, 2019, va être une année extrêmement difficile pour les finances communales de toutes les communes alors que pour le Canton de Vaud, ce dernier vient d'annoncer un budget à l'équilibre et la Confédération a bouclé ses comptes 2017 avec Fr. 2,5 milliards de bénéfice. La répartition des charges entre les trois niveaux n'est peut-être pas optimale actuellement avec un report de charges important sur les Communes

L'autre souci de la Municipalité est l'augmentation importante de la facture sociale, expliqué, entre autres par l'augmentation des subsides à l'assurance maladie décidée par le Canton. La charge supplémentaire pour les Communes est estimée à Fr. 40 millions.

Selon la demande de la Commission des finances, la Municipalité a essayé de faire des économies pour le budget 2019. La marge de manœuvre est très restreinte et la Municipalité peut avoir un effet de levier sur les comptes 30 (salaires) et 31 (biens et services). Dans les deux cas, les économies sont limitées si la Commune veut offrir le service public qui lui incombe. Personne n'a aujourd'hui la boule de cristal. Jusqu'à fin 2016, la Commune de Saint-Prex a eu des comptes très positifs car elle a bénéficié chaque année de rentrées exceptionnelles. Peut-être qu'en 2018-2019 nous aurons à nouveau de bonnes surprises, le problème c'est que l'on ne peut pas les prévoir. Ce qui est prouvé aujourd'hui est que l'on a un taux d'impôt qui ne permet plus de couvrir les charges de la Commune.

M. Juan Carlos LANDROVE demande ce que la commission des finances sous-entend par désinvestissement, est-ce qu'ils souhaitent vendre du patrimoine communal ?

M. HALLER répond que cela peut toucher certains aspects financiers mais aujourd'hui le revenu du patrimoine financier couvre en partie le découvert des activités administratives. Ce sont 4 points d'impôt, ce qui représente environ 1,2 millions. Donc la fortune financière couvre les découverts des activités administratives. Il faut donc se demander si l'on a des investissements financiers qui ne sont pas rentables. C'est une question qui est ouverte et M. Haller pense que ce n'est pas au Conseil d'y répondre mais à la Municipalité de le faire.

On peut se poser également des questions concernant certains biens administratifs qui ne vont plus être utilisés, on pense particulièrement au bâtiment actuel de l'administration communale. Là, il y a une question ouverte.

Ensuite, il est fait mention dans le préavis que la dette va s'élever à 70 millions à la fin de l'année. La question de fond est : est-ce que l'on doit vivre sans dettes ou est-ce que l'on doit avoir une fortune positive ? Il faut savoir que la dette correspond à un certain nombre d'actifs. Si l'on veut diminuer la dette, on peut soit amortir les actifs, soit les vendre. C'est une question philosophique. L'avis de la Commission des finances n'est pas tranché dans le sens où elle n'a pas de proposition à faire là-dessus. Mais la remarque dans le préavis qui dit que l'on a une dette de 70 millions, oui, mais on a des actifs pour plus de 70 millions. Donc c'est la valeur nette qui est importante pour la Commission des Finances ; pour pondérer un peu ce chiffre.

La question des investissements est une question ouverte. Il y a des choses que l'on fait probablement et que l'on n'a pas besoin de faire.

La parole n'étant plus demandée, le sujet est clos.

Au vote, les conclusions de rapport sont acceptées à l'unanimité des membres présents.

7) Rapports sur le préavis n° 05/08.2018 – demande d'un crédit pour financer la participation communale à la réfection du pont supérieur des Iles et le remplacement de la conduite d'eau potable

Mme Sophie ROUQUETTE STUDER, rapporteur de la Commission, lit son rapport.

M. Henri HALLER, rapporteur de la Commission des Finances, lit son rapport.

Les Commissions proposent :

- vu le préavis municipal
- entendu les rapports des Commissions chargées de l'étudier
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

Décident :

1. d'autoriser la Municipalité à financer la participation communale à la réfection du pont supérieur des Iles, le remplacement de la conduite d'eau potable et la mise en place d'un tuyau en attente pour les eaux usées ;
2. de lui accorder le crédit nécessaire, soit la somme totale de Fr. 153'000.00 ;
3. d'admettre que la dépense globale soit financée par les recettes courantes de la bourse communale ou de l'emprunt ;
4. d'admettre que le montant de Fr. 100'000.00 pour le pont soit amorti en 30 ans, dès 2020, par tranche annuelle de Fr. 3'300.00 ;
5. d'admettre que le montant de Fr. 35'000.00 pour le remplacement de la conduite d'eau potable soit amorti en 30 ans, dès 2020, par tranche annuelle de Fr. 1'150.00, le solde la dernière année ;
6. d'admettre que le montant de Fr. 18'000.00 pour la mise en place d'un tuyau en attente pour les eaux usées soit amorti en 30 ans, dès 2020, par tranche annuelle de Fr. 600.00, le solde la dernière année.

La Présidente ouvre la discussion.

M. Alain JOUFFREY remercie la Commission pour le travail effectué et son rapport fort bien documenté. S'il avait travaillé il y a quelques mois dans cette Commission, il serait probablement arrivé aux mêmes conclusions.

Cependant, il a réalisé depuis quelques temps à quel point notre planète s'échauffe, et ce, bien plus vite que prévu. Vu la faiblesse des mesures de réduction des émissions, nous sommes sur une perspective à plus 4 ou plus 6 degrés si nous continuons comme aujourd'hui, c'est-à-dire business as usual.

Le rapport sur le préavis mentionne au point 8 « Impact sur l'environnement – Néant ».

M JOUFFREY s'en étonne alors que ces travaux vont nécessiter des norias de camions, des dizaines de tonnes de bétons et d'acier d'armature et donc des tonnes de CO2 émis, ainsi que des dizaines de tonnes de matériaux prélevés sur la nature et d'autres placés en décharge.

Or des alternatives existent. Par exemple un chemin depuis la route de Lussy qui permettrait des accès voiture et petits camions, conjugués par une petite passerelle pour le Bief, les autres tuyaux et la mobilité douce.

Il n'est pas dit que ces alternatives soient meilleures pour l'environnement que la reconstruction du pont, mais la loi impose que les solutions soient étudiées et qu'il y ait une pesée d'intérêts ; c'est un des responsables de l'environnement au Canton qui le lui a confirmé.

Comme il n'y a pas d'évidence que cette étude ait été faite par l'OFROU, M. JOUFFREY demande au Conseil le report du vote sur ce préavis comme le permet le règlement du Conseil.

A la suite de ce report, l'OFROU enverra au Conseil l'étude environnementale qu'elle a dû réaliser, comme la loi l'exige.

Si nous voulons seulement 2 degrés de réchauffement, il faut vraiment changer notre vision du monde et de la terre que nous laisserons aux générations futures.

M. JOUFFREY demande à Madame la Présidente de procéder à un vote, en application de l'article 77 du règlement du Conseil communal, pour savoir combien de Conseillers souhaitent ce report afin d'avoir les éléments légaux pour se prononcer pleinement sur le préavis.

La Présidente lit à l'assemblée l'article 77 qui dit que « Si la Municipalité ou le 5^{ème} des membres présents demande que la votation n'intervienne pas séance tenante, cette proposition est adoptée de plein droit ».

La Présidente ouvre la discussion.

Mme ROUQUETTE STUDER demande s'il ne serait pas judicieux de savoir quelles sont les alternatives qui ont pu être envisagées ?

Mme REGAMEY, Municipale, répond que c'est possible, mais plutôt après le débat.

M. Fabrice DESSAUX souhaite savoir quelles seraient les conséquences d'un report de vote, et donc des travaux.

Mme REGAMEY, Municipale, aimerait tout d'abord faire une remarque préliminaire concernant le rapport de la Commission des Finances.

Dans toutes les négociations que la Municipalité a eues cette année avec l'OFROU, la Municipalité leur a toujours dit que tout ce dont elle discutait était sous réserve de l'obtention des crédits nécessaires que le Conseil communal devra décider dans la séance de ce jour.

Il est vrai que la Municipalité a négocié avec l'OFROU, mais la décision appartient entièrement au Conseil. Le Conseil peut refuser le préavis et il est inexact de dire que le Conseil n'a pas de marge de manœuvre.

Il est également vrai que la Municipalité est liée par une convention et si l'on ne fait rien, un juge décidera combien la Commune doit payer ou non pour le montant des travaux.

C'est aussi pour respecter les droits du Conseil communal que la Municipalité a agi vite.

En effet, Mme REGAMEY a reçu le jour où elle partait en vacances un courrier de l'OFROU informant la Commune qu'ils allaient bientôt commencer le chantier et que lors de l'installation de chantier ils s'étaient rendu compte que les grues allaient obstruer les vannes, qui sont les vannes principales du réseau. Il a donc fallu, en trois mois, tout faire afin que le Conseil puisse voter le montant de ces travaux avant que le chantier ne commence. L'OFROU voulait faire la banque et dire que ces travaux devaient de toute manière être faits, qu'ils n'avaient pas le temps d'attendre la décision du Conseil communal et qu'il serait discuté par la suite du montant que la Commune de Saint-Prex devra leur payer. Ce que la Municipalité a refusé car elle respecte la démocratie et qu'elle voulait que le Conseil puisse se prononcer sur le sujet avant que les pelles mécaniques arrivent ou que l'ouvrage soit construit.

Ce qui fait qu'en trois mois il y a eu beaucoup de séances. L'hydrogéologue a été accepté par l'OFROU pour chiffrer les coûts et faire tous les plans de la déviation des conduites. L'ingénieur de l'OFROU s'est vite mis à leur faire des variantes pour les conduites que la Commune voudrait y mettre. La Commune a chiffré certains éléments, demandé des subventions, obtenu l'accord du Canton pour cet ouvrage. Tout a été fait pour que le Conseil puisse voter ce soir car l'OFROU aimerait commencer les travaux en octobre 2018.

Selon les juristes de l'OFROU il s'agit de l'entretien et non pas d'un nouvel ouvrage, donc c'est quelque chose qui est préexistant et qui nécessite de gros travaux relativement urgents. Ce n'est pas pour rien qu'ils ont limité les charges. On peut en effet discuter sur le réchauffement climatique etc., mais Mme REGAMEY pense que si l'OFROU invoque l'urgence des travaux d'entretien, ils les commenceront et les feront de toute façon. Elle ne pense pas qu'ils puissent se permettre, étant donné l'état du pont, d'attendre des années de procédure.

Elle se demande si pour l'entretien de l'ouvrage, il est judicieux d'appliquer l'article 77 qu'a évoqué M. JOUFFREY. Ce n'est pas quelque chose de nouveau que l'on ajoute mais quelque chose que l'on maintient.

En ce qui concerne la somme de ce que la Commune doit à l'OFROU, la Municipalité a bien négocié. Les Fr. 100'000.- de participation au pont qui coûte plus de 4 millions sont une modeste contribution. En ce qui concerne les conduites d'eau potable, la participation de la Commune est plafonnée à Fr. 35'000.- ce qui est également peu par rapport aux Fr. 276'500.- que coûte l'ensemble des nouvelles conduites, devenues nécessaires suite à la déviation. Donc la Commune s'en sort très bien.

Mme REGAMEY est d'accord avec M. JOUFFREY, il faut faire quelque chose pour l'environnement, mais mettre des tuyaux en attente pour assainir un quartier, c'est aussi quelque chose de positif pour l'environnement. Elle trouve la démarche de M. JOUFFREY très courageuse et valeureuse mais pense que ce n'est pas le bon moment. Elle n'aimerait pas que ces procédures perdurent et que ce pont s'écroule. On a vu récemment que les ponts pouvaient s'écrouler et c'est aussi une des raisons pour laquelle Mme REGAMEY essaie de faire avancer ce projet.

M. Jacques ROCHAT apprécie le souci écologique de M. JOUFFREY mais a suivi récemment une émission télévisée sur le fret maritime. Selon M. ROCHAT, on nous sensibilise sur l'emploi de nos véhicules, etc. Or, 20 de ces grands cargos qui sillonnent nos mers polluent autant que tout le parc automobile du monde par année, et il y en a 60'000. On a tous sur nous une veste, une cravate, un objet qui a fait au moins une fois, voir une demi fois, le tour du monde. S'il est bien de penser à tous les points, commençons pas consommer un peu différemment et ce sera déjà une bonne chose, mais M. ROCHAT pense que ce n'est pas le bon cheval de bataille concernant ce préavis. M. ROCHAT termine en précisant qu'il votera pour que ce préavis passe.

Mme ROUQUETTE STUDER désire apporter un complément d'information au rapport. En effet, lors de la séance de la Commission, les membres ont questionné Mme REGAMEY sur les alternatives qui avaient pu être envisagées, notamment pour les accès au Domaine des Iles. Il y a eu des options qui ont été considérées, mais qui ne se sont pas avérées aussi intéressantes que la réfection du pont existant.

Mme REGAMEY, Municipale, explique que la variante dont parle Mme ROUQUETTE STUDER a été étudiée mais que d'autres contraintes viendraient s'ajouter, notamment les surfaces d'assolement. Il faut savoir que rien que pour ce petit chantier, l'OFROU a dû se battre même pour les emprises provisoires. Il a été question de les remplacer. Il faut également savoir que si l'on part de l'idée que c'est un pont préexistant, il n'y a pas besoin de planification, mais si l'on commence à tout chambouler, il faudra le mettre à l'enquête et cela pourra prendre des années, et pour ce sujet c'est peut-être un peu tard. Mais elle comprend la réflexion.

M. Philipp LANGER trouve qu'il est très intéressant que l'on puisse faire ce débat. Il demande à la Municipalité quel est l'autre accord qu'elle a essayé de négocier avec l'OFROU.

Cela l'intéresse car il trouve celui du préavis assez extraordinaire pour la Commune. Dans ce sens, il se demande quelles sont les alternatives existantes et si le bilan final n'était pas identique pour les deux alternatives, car si l'on n'utilise pas ce pont et qu'on le démolit, on aura tout autant de dépenses, et il faut quand même faire une route ailleurs.

Donc il est plutôt pour le faire remplacer rapidement mais demande quel serait l'autre accord que la Commune pourrait avoir avec l'OFROU.

Mme REGAMEY, Municipale, explique que ce projet va permettre 3 conventions. La première concerne les emprises provisoires et définitives. Une seconde a été faite pour les travaux, étant donné que ceux-ci auront lieu en même temps que ceux en cours à Perceval. La Fondation de Perceval et l'OFROU ont fait à leurs frais un constat photographique du domaine public concerné, porteront ces frais à 50/50 et se sont engagés à porter à 50% chacun les frais causés au domaine public indépendamment du fait de si l'on trouve ou pas le responsable, ce qui est aussi une bonne chose. La dernière convention concerne le renouvellement de la convention qui a été conclue il y a 3 ans. Celle-ci va être modifiée car en tant que juriste, Mme REGAMEY y a trouvé une étrangeté. En effet, lorsqu'une chose est liée avec le sol, comme une maison, fermement liée avec le sol, on dit en général que cela partage la nature juridique du sol, sauf s'il s'agit d'un droit permanent qui doit être établi, ce qui n'est pas le cas du pont.

Donc de dire, comme mentionné dans la convention d'il y a 3 ans, qu'un pont qui est solidement ancré dans les deux talus, est partagé en tranches et que l'une est la propriété de la Commune et l'autre celle de la Confédération, est une construction juridique un peu étrange.

Cela a été reconnu par l'OFROU. Une nouvelle convention va donc être faite et la Commune a souhaité que le pont soit leur propriété, avec tout ce qui va avec. Cela enlève cette construction bizarre, selon notre droit, qui prend un bien immobilier et qui le partage entre plusieurs propriétaires, et également des problèmes de responsabilité. L'OFROU va dire que le pont leur appartient mais ils feront une convention pour l'entretien de certaines parties de ce pont, comme le déneigement, l'entretien du bitume, qui seront à la charge de la Commune. Mais l'ouvrage sera propriété de l'OFROU. Ce dernier s'est également engagé, et c'est très positif, à prendre en charge le 100% de la construction du tuyau qui hébergera le Bief et l'entretien de ce tuyau. Donc la Commune a là aussi gagné quelque chose et la situation sera clarifiée. Ce sont donc ces 3 conventions qui vont être basées sur ce projet.

M. Roger BURRI, Municipal, explique qu'il peut paraître surprenant que le hameau des Iles soit desservi par un ouvrage de franchissement d'une autoroute. Il tient seulement à préciser, concernant l'emplacement de ce pont, que la solution du choix d'un pont date de 1960 et des poussières puisque c'était une négociation qui avait eu lieu entre les propriétaires, la Commune et les constructeurs de l'autoroute en 1964. Cela également en fonction du remaniement parcellaire. Nous sommes peut-être en train de discuter et de remettre en cause un certain nombre de décisions qui ont appartenu à nos prédécesseurs il y a fort longtemps et qu'il s'agira peut-être une fois de renégocier.

Pour le moment, il pense que c'est quand même ces conventions-là qui agissent un peu comme support fondamental de toute la problématique de ce soir.

M. BURRI confirme que dans toutes les Communes, tous les ouvrages de franchissement d'une route nationale, qu'ils soient aériens ou souterrains, sont conventionnés, y compris les renvois d'eau, prises d'eau, ou raccordements d'eaux claires publiques dans des écoulements qui sont sur le domaine des routes nationales, etc. Ces conventions ont été actualisées en 2014.

M. BURRI voulait apporter comme éclairage ces deux éléments, qui, selon lui, ne changeront certes rien la décision du Conseil par rapport à l'intervention de M. JOUFFREY.

M. JOUFFREY souhaite simplement rappeler qu'un report n'empêchera pas l'OFROU de commencer les travaux, puisque c'est eux qui paient les Fr. 4'100'000.00. Le report de la décision du Conseil ne bloquera pas ces travaux si l'OFROU a décidé de les lancer.

Il s'agit simplement d'un report pour avoir une documentation supplémentaire qui aurait dû être fournie avec l'ensemble des documents du préavis pour voir les impacts environnementaux qui étaient prévus. Loin de lui l'idée qu'il soit tenu pour responsable si le pont venait à s'écrouler. L'OFROU doit prendre ses responsabilités et ils n'ont pas besoin des Fr. 150'000.00 de la Commune pour le faire.

La Présidente demande à M. JOUFFREY s'il maintient sa demande de report de vote selon l'article 77 du règlement du Conseil communal qu'il invoque.

M. JOUFFREY répond qu'il la maintient, quitte à être seul à voter pour.

La Présidente demande aux Conseillères et Conseillers de voter, selon l'article 77 invoqué par M. JOUFFREY, pour que la votation concernant le préavis n°05/08.2018 n'intervienne pas séance tenante.

Résultat des votes : 2 oui / 39 non / 5 abstentions

Le cinquième des membres présents n'étant pas atteint, la proposition de M. JOUFFREY n'est pas acceptée.

La parole n'étant plus demandée, le sujet est clos.

La Présidente relit les conclusions des rapports des Commission et demande aux Conseillères et Conseillers de voter.

Au vote, les conclusions des rapports sont acceptées à la majorité des membres présents.

Résultat des votes : 45 oui / 0 non / 1 abstention

8) Préavis n°06/09.2018 – section administration générale – rapport de la Municipalité sur le postulat déposé par M. Frédéric Berthoud lors de la séance du Conseil communal du 06 décembre 2017 concernant la buvette de Tallecou

La Commission suivante est nommée par le Bureau :

Philippe DEILLON
Raymond TARDY
Christian BOILLANT

Chantal COURTAIS REY
Steve BUGNON

Suppléants :

Juan Carlos LANDROVE

Sandra BASTOW

9) Simple questions.

M. Alexandre BUVELOT revient sur le projet du centre aquatique. Il rappelle qu'à l'époque, on avait payé pour voir, que l'on n'a toujours rien vu et que maintenant, d'après les nouvelles que l'on a pu voir dans la presse récemment, même la Commune de Morges commence à avoir des doutes quant à la réalisation de ce projet. M. BUVELOT aimerait donc savoir ce que la Municipalité envisage de faire à ce niveau-là, d'autant plus qu'il lui semble qu'à l'époque ce projet était considéré comme pharaonique et qu'à présent il rétrécit comme peau de chagrin et a l'impression que l'on est en train de se mettre dans un borbier dont on ne sait pas comment sortir.

M. MOSINI, Syndic, répond qu'à ce jour la Municipalité n'a pas vu le projet, ni ses détails, ni ses variantes, ni le contexte financier et qu'elle ne peut donc se prononcer sur quoi que ce soit. La Municipalité attend les promesses faites par la SA, soit une présentation pour la fin de l'année. Il est évident que la Municipalité reviendra auprès du Conseil avec un avis afin qu'il puisse se déterminer.

M. LANGER a une question concernant les nouveaux bâtiments à la sortie de Saint-Prex en direction de Morges, soit « Les portes de Saint-Prex ». En effet, il a eu plusieurs échos ou questionnements concernant la mise en place d'une zone à 30km/h et demande si quelque chose est effectivement prévu ou si cela va rester comme à présent.

M. MOSINI, Syndic, répond qu'il n'est en tout cas pas prévu de zone 30km/h dans ce secteur.

M. LANGER demande si quelque chose concernant la circulation est prévu ou si tout reste comme actuellement.

M. MOSINI, Syndic, explique qu'il y a eu une réflexion pour mettre en place une traversée favorisée pour l'accès au trottoir. Il informe également l'assemblée que la Commune a demandé aux propriétaires s'ils voulaient participer à la conception d'un abri bus mais ces derniers ayant tous refusé il n'en est pas prévu pour le moment.

M. Yves MORAND voudrait revenir sur le sujet de la circulation sur la route de Lussy pendant les travaux du pont des Iles et du chantier Perceval. A ce propos, il a quelques réflexions suite à l'annonce faite par la Municipalité au conseil du 29 août 2018 sur le fait que seuls les camions seraient mis en sens unique sur cette route, dans le sens de la montée.

M. MORAND fait part à l'assemblée des points suivants :

1. Sur le 70% du trajet il n'est pas possible de croiser et, selon la loi, c'est à celui qui descend de reculer, en l'occurrence des automobilistes non professionnels qui pour la plupart ne savent pas bien reculer ;
2. Dans le sens de la montée, il y a 3 priorités de droite à respecter, mais comme le véhicule prioritaire n'aura pas la place de passer à côté des camions, il va bloquer la circulation ou être obligé de monter sur le trottoir ou faire signe au camion de passer ;

3. En montant, les camions seront souvent arrêtés et donc plus bruyants et polluants avec les nombreux arrêts et démarrages ;

4. La sortie au bout du chemin de Marcy sur la route de Villars s/Yens est assez dangereuse.

M. MORAND propose à la Municipalité et à la PRM, pour des raisons de sécurité et surtout de fluidité du trafic, que le sens unique soit appliqué à tous les véhicules à moteur, dans le sens de la descente. Il termine par une boutade, « Même si le radar en bas de la route de Villars peut rapporter plus que celui en bas de la route de Lussy, priorité à la sécurité ».

M. MOSINI, Syndic, répond qu'il est personnellement convaincu que la mesure est insuffisante et qu'il s'était dit que la Commune attendrait les premiers éléments de circulation pour pouvoir juger et demander une correction. Cependant, il pense que la proposition de M. MORAND est intéressante. Lui-même a encore pris cette route cette semaine et a dû reculer plusieurs fois pour laisser passer un autre véhicule et estime que ce ne sera effectivement pas simple. Il propose que la réflexion soit reprise déjà pour éviter les incidents au maximum. A titre personnel, et ce n'est pas la PRM qui se prononce là, il estime que la mesure en vigueur peut paraître un peu légère.

M. BURRI, Municipal, rejoint l'avis de M. MORAND et l'invite à transmettre à la Municipalité ses conclusions, de manière à qu'elle puisse avoir ses propositions sous les yeux pour envisager une rediscussion avec les autorités en charge de l'organisation de ce plan de circulation provisoire. Plan qui a été fait conjointement par l'équipe de signalisation routière de la PRM et, sauf erreur de sa part, avec l'agrément de principe de la DGMR puisqu'il y a une signalisation provisoire qui nécessite des autorisations cantonales. Il lui semble que ces derniers avaient trouvé un gentleman-agreement qui semblait les satisfaire et répondre à un certain nombre d'exigences. Mais il pense qu'il serait judicieux de voir si toutes les réflexions des usagers de tous les jours ont été prises en compte.

M. JOUFFREY est tout à fait d'accord avec M. MORAND. Cette route est extrêmement étroite et son fils y a déjà laissé un rétroviseur avec un véhicule en face. Il a toujours interdit à ses enfants quand ils étaient jeunes de descendre par le trottoir symbolique de peur qu'ils se fassent renverser un jour.

Cependant, il demande à la Municipalité si l'on pouvait laisser le double-sens pour les vélos.

M. MOSINI, Syndic, répond que cela sera examiné lors de la nouvelle réflexion sur le sujet.

M. Thierry JAQUIERY a une remarque concernant l'accès au parking de Sous-Allens. Il aimerait savoir s'il ne serait pas possible d'améliorer l'information concernant les horaires d'ouverture et de fermeture du parking avec un affichage, par exemple un écriteau lumineux.

En effet, la veille du Conseil de ce soir, M. JAQUIERY s'est rendu à la salle de gymnastique du Cherrat et les parkings extérieurs étaient complets, les trottoirs remplis et les passages piétons également. Un potentiel pour la PRM fantastique. Après avoir fait deux fois le tour du parking, il a vu que l'entrée du parking du collège de Sous-Allens était illuminée. Il s'y est rendu et il n'y avait qu'une seule voiture parquée à l'intérieur. Le problème est donc que personne n'ose aller dans ce parking car on ne sait pas à quelle heure il va fermer.

Il ajoute que c'est bien embêtant, si on laisse sa voiture à l'intérieur et que l'on sort de la gym à 22h30/23h00 et que l'on ne peut pas la reprendre.

M. Stéphane PORZI, Municipal, répond que justement la Municipalité vient de prendre une mesure cette semaine concernant ce parking qui est ouvert dès mardi passé, tous les soirs de 19h00 à 23h59.

M. MORAND revient sur le sujet des places de jeux suite à la réflexion de la Commission de gestion. Sa remarque n'est pas orientée sur les jeux qu'il juge personnellement satisfaisants. Mais il a eu des remarques de mamans, de grands-mamans et grands-papas dont il fait partie, concernant le manque d'ombre sur les places de jeux, surtout lors d'été très chaud comme celui de cette année, et particulièrement sur la place de jeux du Cherrat. Il demande à la Municipalité d'envisager lors de sa réflexion à ce sujet, la plantation d'un ou deux arbres ainsi que la création d'un point d'eau, éléments qui seraient énormément appréciés et utiles.

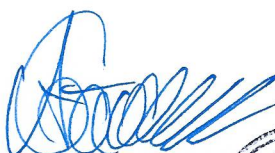
M. BURRI, Municipal, répond qu'il en a pris note et ajoute que l'idée est tout à fait judicieuse.

La parole n'étant plus demandée, le sujet est clos.

10) Contre-appel.

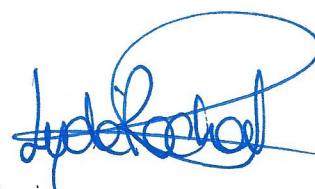
Il est fait.

La séance est levée à 21h16.



La Présidente

Anouk Gaumann



La Secrétaire :

Lydie Rochat